

MATNIK-GWADLOUP

Tèt Kolé!

La grève a débuté le jeudi 5 février en Martinique, tout comme chez sa voisine la Guadeloupe déjà en grève depuis 3 semaines pour la même cause : la vie chère.

En effet, en Martinique le prix du lait est plus cher qu'en métropole de 44,7 %. Celui des pâtes de plus de 80% ! Tous ces produits de première nécessité sont à des prix exorbitants alors que les salaires, les pensions, les minimas sociaux, eux, n'augmentent pas !

Au deuxième jour de grève, les Martiniquais en grève ont organisé des actions de force. Le samedi 7, ils sont rentrés dans le supermarché Carrefour appartenant au groupe Hayot, ont rempli des caddies de provisions et fait partir tous les clients sans payer avant de faire fermer l'établissement... malgré une sécurité renforcée par des caméras. Les protagonistes ont donc été filmés en train d'accomplir cet acte censé être puni par la loi, mais les « grand patrons » auraient décidé de ne pas porter plainte contre ces révoltés. Telle est la force du nombre.

Les gros békés, qui depuis le début se cachent derrière les Angèle et compagnie, doivent considérer ceci comme un avertissement : négociez, ou vous risquez de tout perdre ! Entre-temps, les syndicats décident de tout bloquer : transports, écoles, magasins, stations service...

Aujourd'hui, lundi 9, un défilé est prévu par des associations étudiantes à 10h, en attendant les négociations dans le courant de l'après midi (vers 15h). Faute de résultats, le collectif du 5 février appelle à amplifier le mouvement de mobilisation de la population (coupures d'électricité, d'eau, barrages divers, etc.).

À nos voisins nous disons : *ansanm nou ka lité, ansanm nou ké gannyé !*

Sara

QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement. L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'autodestruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Ce journal est le tien ! Écris-le, lis-le, vends-le !

Contact : kontest@wanadoo.fr – 06 90 73 48 93

REBELLE!

n°7 – 9 février 2009 – Edition spéciale grève générale

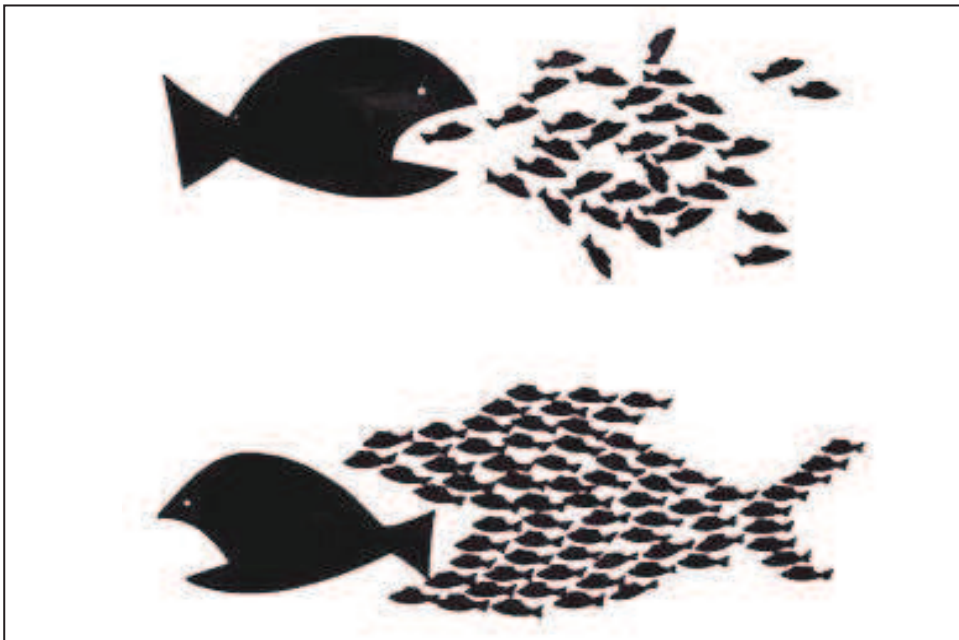
0,20€

Misyé pati

ALÈ NOU

MÈT !

Le ministre des colonies, Yves Jégo interrompt son séjour touristique en Guadeloupe pour un retour au pays natal : la métropole. Dimanche 8 février, *Jégo ban nou on masko. I foukan kon volè ! I ka fouté-y pa mal dé guèl an nou !* Il est parti *pwofité* de sa journée dominicale.



Notons que le préfet adopta la même attitude méprisante envers le LKP et la population guadeloupéenne en fuyant le WTC en plein milieu des négociations le 28 février. Ainsi, une fois de plus, l'État nous démontre son expérience et ses compétences dans le domaine de l'évasion furtive... chaque fois qu'il est confronté à la volonté populaire.

Auraient-ils entendu notre voix scandant : *la Gwadeloup sé tan nou, la Gwadeloup a pa ta yo ?* En tout cas si toutes les autorités officielles se défilent, les travailleurs en grève deviennent la seule autorité réelle *an péyi-la !*

Face à la volonté de pourrir le mouvement, nous répondons : grève générale !

Fermons entreprises, administrations, établissements scolaires, stations services... Le blocus doit être total ! Et s'ils attendent trop, s'ils continuent à faire traîner, qu'ils se méfient : il se pourrait qu'on les rouvre... après les avoir confisqués et placés sous le contrôle de la population !

Nous sommes déterminés et mènerons notre combat coûte que coûte : *by any means necessary ! Sa y rivé, rivé ! Sa y rivé, rivé !*

Raphaël et Myrna

STOP À LA *PWOFITASYON* DANS LES CANTINES SCOLAIRES

Les prix des tickets de cantine flambent dans les lycées, allant de 3,40 € à 5,20 € dans certains établissements. Le budget scolaire pour une famille de deux enfants du secondaire s'élève à environ 1331€ l'année, soit plus d'un mois de smic !

Les conditions de ce racket ne sont pas claires. Par exemple, au lycée agricole de Baie-Mahault, les élèves, s'ils veulent manger le midi, doivent payer le petit déjeuner et le goûter pour un prix total de 5,20 €... alors que, le bus arrivant à 7h, les externes arrivent trop tard pour avoir droit au petit déjeuner. *Ou oblijé péyé, men ou pa ni dwa manjé !*

À qui profite cet argent ? Pas aux lycées, mais aux entreprises privées. Il faudrait penser à revoir la distribution des bénéfices, penser à fixer un prix commun pour tous les lycées, mettre en place un système de bourses où les prix seront accessibles pour les familles aux revenus les plus modestes.

Cette situation est d'autant plus révoltante que les conditions générales ne sont pas réunies pour fournir aux étudiants un repas et un accueil de qualité.

Mi list a pwofitasyon pou nou détotiyé :

Baimbridge : pourquoi les marchands ambulants ont-ils été retirés ? Pour obliger les demi-pensionnaires à manger à la cantine... est-ce avant de la transférer à une multinationale comme *Sodexo* (qui fait une grosse partie de son chiffre d'affaire en exploitant les prisons, par exemple) ? Qui contrôle la quantité – aujourd'hui insuffisante – dans les plats ?

Providence : obligation d'acheter les tickets en carnets, mais pas à l'unité.

Coeffin : pourquoi les files d'attente sont-elles si longues ? La capacité d'accueil est-elle insuffisante ? Pourquoi la cantine est-elle tellement sous-dimensionnée qu'il faille faire passer les profs et les agents devant les lycéens ?

Marine, Baptiste et Kelly